



MOBILISATIONS MULTI-ACTEURS en faveur de l'égalité femmes-hommes au sud de la Méditerranée

SUR LE TERRAIN

Dans le cadre de sa mission, la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM) analyse, au niveau local, les réalités des femmes et les politiques publiques les concernant à l'aide de consultations et de dialogues de proximité. Pour ce faire, la Fondation met en place annuellement des pôles locaux d'acteurs de l'égalité femmes-hommes dans les pays suivants : Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie (un par pays). Un **pôle local d'acteur de l'égalité femmes-hommes**© est conduit par une association qui coordonne toutes ses actions, la Fondation considérant que la société civile est le véritable moteur du changement et de l'amélioration de la condition féminine dans nos sociétés.

L'approche des pôles locaux est une démarche innovante et participative qui encourage le réseautage et le partage de pratiques réussies en faveur de l'égalité femmes-hommes à un niveau décentralisé et qui promeut l'émergence de projets ancrés dans le territoire. La Fondation systématise les résultats obtenus par les actions des pôles locaux et les transmet aux responsables politiques des pays euro-méditerranéens. Les diagnostics produits par les pôles locaux sont disponibles sur le site de la Fondation (www.euromedwomen.foundation). Ils font l'objet d'une vaste diffusion auprès des principales parties prenantes, des responsables politiques et des organisations internationales de la région.



Chaque pôle local d'acteurs de l'égalité femmes-hommes© est constitué d'un maximum de 5 acteurs œuvrant pour l'égalité femmes-hommes dans un territoire donné, à savoir : des associations ; des entités de recherche ou d'enseignement ; des collectivités locales ou régionales ou des services gouvernementaux chargés de défendre les droits des femmes ; des entreprises, des syndicats ou des médias. Chaque pôle local choisit un territoire cible qui peut être une région, une province ou l'aire métropolitaine d'une grande ville. Ensuite, les membres du pôle local déterminent un thème lié à l'égalité femmes-hommes considéré comme une priorité dans leur territoire.

Chaque pôle local a pour mission de mettre en œuvre une **action pilote de mobilisation des acteurs de l'égalité femmes-hommes** au moyen de groupes de discussion et d'échange d'expériences entre les différents types d'acteur de l'égalité, dans le but d'analyser la situation par rapport au thème choisi et de réaliser le suivi des politiques publiques menées dans ce domaine. Cette approche ascendante débouche sur la production d'un diagnostic de terrain mettant en relief les principaux obstacles qui entravent l'égalité femmes-hommes, puis sur la création d'un projet visant à surmonter les obstacles identifiés par le diagnostic. Finalement, le chef de file du pôle local se charge de mettre en œuvre le projet, formulé dans le cadre d'une approche collective et participative.

À ce jour, des pôles locaux sont constitués à Oran et Alger (Algérie), à Gizeh et Louxor (Égypte), à Irbid et Zarqaa (Jordanie), dans la banlieue-est de Beyrouth et au Mont Liban (Liban), à Marrakech - Safi et Souss-Massa (Maroc), en Cisjordanie -Ramallah, Bethléem, El Khalil/Hébron- (Palestine), à Monastir, Sousse et Douar Hicher (Tunisie). Ces pôles sont axés sur la participation des femmes à la vie publique et politique, l'autonomisation économique des femmes, et la lutte contre les violences à l'égard des femmes. Ce document présente les diagnostics qui résultent des actions pilotes menées en 2017.

Égalité femmes-hommes dans la participation à la vie politique à Douar Hicher (Tunisie)

Bien que les femmes représentent 49% de la population de Douar Hicher, leur présence dans les postes de décision est faible. Grâce à des entretiens individuels et collectifs et un séminaire, l'association **Le Chemin de la Dignité** a approfondi les facteurs culturels et socio-économiques qui entravent l'implication des femmes dans l'action politique et sociale.

Principaux constats :

- Les obligations familiales et la répartition des rôles de genre: l'espace privé et interne est réservé aux femmes, et l'espace public et extérieur aux hommes.
- L'absence de sensibilisation au sein des partis politiques : ceux-ci attendent la période des élections pour identifier des femmes candidates au lieu de cibler, en amont, les femmes actives dans les associations souvent très compétentes.
- Certaines femmes préfèrent être actives dans la vie politique loin de Douar Hicher pour fuir les pressions de la famille ou du voisinage et éviter d'être dérangées lors des campagnes électorales.

- Manque d'espaces de rencontre pour les femmes, faible confiance en elles et non connaissance de leurs droits et de leurs devoirs en tant que citoyennes à part entière.
- Les femmes interviennent rarement dans les programmes de télévision qui traitent des problèmes importants dans le pays.
- La pauvreté et le chômage touchent beaucoup les femmes, ce qui les contraint à trouver un emploi et un logement décent avant de pouvoir se consacrer à la vie militante et à la politique.

Le projet mené par Le Chemin de la Dignité appuie les femmes de Douar Hicher candidates aux élections municipales de 2018 par la facilitation des déplacements, la communication et la maîtrise des interventions dans les médias durant la campagne électorale. L'objectif est d'assurer aux femmes une présence politique active en veillant à ce que la parité verticale et horizontale prévue dans la loi relative aux élections municipales soit réelle.



La prostitution et la traite des femmes dans la banlieue-est de Beyrouth (Liban)



Le Liban accueille de nombreuses femmes et adolescentes des pays voisins (Irak, Palestine, Syrie...) chassés par les guerres et les conflits, ainsi que des milliers de femmes et de jeunes filles venues de pays plus pauvres pour travailler. Ces femmes sont visées par les réseaux de traite et de prostitution. Grâce à des entretiens avec des associations locales, des journalistes et d'autres partenaires, la **League for Lebanese Women's Rights - (LLWR)** a étudié le phénomène de la prostitution dans la vie sociale, notamment dans la ville de Sin-EI-Fil.

Principaux constats :

- Le chômage et la précarité touchent beaucoup les jeunes et les femmes. Alors que l'État est souvent absent, ce contexte est propice à la violence contre les femmes.

- Même si peu de statistiques sont disponibles sur la traite des femmes, les crimes relevant de la traite des femmes sont en augmentation constante d'après les tribunaux.
- Plusieurs associations locales s'occupent des violences domestiques, mais très peu luttent contre la traite des femmes.
- Les forces de sécurité et d'autres organismes libanais ne prennent pas de mesures efficaces pour prévenir la traite ; quant aux municipalités, elles se sentent détachées du problème.
- Les différents ministères chargés de mettre en application la loi 164 sur la traite des personnes ne travaillent pas de façon coordonnée (Ministère de l'éducation, Ministère des affaires sociales, Ministère de la condition féminine...).
- Les médias abordent rarement le sujet de la traite des femmes en raison, selon eux, de l'absence d'informations et car c'est un sujet tabou.

Le projet de la LLWR vise à renforcer la prévention de la traite des femmes dans les écoles, à sensibiliser les médias et à promouvoir les partenariats entre les ONG, les municipalités et l'État pour faciliter la détection des cas de traite et la prise en charge des victimes.

L'accès des femmes aux postes à responsabilités dans la région de Souss-Massa (Maroc)

Alors que la participation des femmes est déterminante pour l'essor économique et social du Maroc, leur présence dans l'espace public est toujours problématique. De nombreux obstacles structurels empêchent l'accès des femmes aux postes de décision. Grâce à des ateliers avec des représentantes d'associations (10), de syndicats (4) et de partis politiques (4), le **Mouvement pour le partage du pouvoir, des richesses et des valeurs - Tamaynut** a étudié les facteurs influençant l'accès aux postes de responsabilité dans les organisations de la société civile et politiques.

Principaux constats :

- Prédominance d'une conception traditionnelle des rôles de genre véhiculée par la religion.
- Analphabétisme, discrimination éducative en faveur des garçons et basse position de la femme dans la famille.
- Surcharge de travail des femmes (ménager, agricole, bureau, association).
- Harcèlement verbal, psychologique, physique et sexuel des femmes.
- Impacts négatifs du travail syndical sur l'image de la femme (rebelle, revendicatrice, gréviste).
- Absence des questions de parité et d'égalité femmes-hommes dans les statuts des syndicats et du code du travail.
- Manque de connaissances des femmes sur les textes juridiques et réglementaires.

- Le statut social et culturel des femmes génère un manque de confiance en elles dans leurs capacités à occuper des postes de responsabilité.



Le projet mené par Tamaynut renforcera les capacités de 25 femmes leaders d'associations, de syndicats et de partis politiques en matière des droits des femmes. Par le biais d'actions de formation, de plaidoyer et de communication, le projet entend lever certains obstacles entravant l'accès des femmes au leadership.

La présence des femmes et des jeunes dans le système politique palestinien (Palestine)

La sous-représentation des femmes et des jeunes dans les postes de décision affecte leur capacité à jouer un rôle significatif dans le développement de la société palestinienne. **The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (MIFTAH)** a rencontré des syndicats et partis politiques nationaux comme l'Union générale des femmes palestiniennes, ainsi que de jeunes leaders pour étudier les raisons qui limitent l'accès des femmes et des jeunes aux postes de décision.

Principaux constats :

- Absence de références discriminatoires à l'égard des femmes en termes de représentation, de droits et de devoirs dans les textes de lois.
- Malgré cela, faible présence des femmes aux postes de direction dans la structure de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et dans toutes ses sous-entités : factions politiques, syndicats populaires et le Conseil national palestinien (PNC en anglais).
- Persistance d'un stéréotype selon lequel les femmes sont très sensibles et incapables de résister à la pression de la vie politique.

- Manque de transparence dans le choix des responsables des organes de l'OLP et absence d'élections démocratiques supervisées par des organismes fiables.
- Rivalités entre partis qui encouragent le copinage et les accords entre factions plutôt que l'élection de personnes en fonction de leurs compétences.
- Non renouvellement de la classe politique et irrégularité des rencontres des organes du PNC.

Le projet mené par MIFTAH encourage la représentation égale des femmes et des jeunes dans les différents organismes de l'OLP grâce à des actions de plaidoyer et de réforme des règlements internes. L'objectif est d'instaurer et d'appliquer des quotas de 30% de femmes et de 30% de jeunes de moins de 40 ans dans les partis politiques, les syndicats et les organes du PNC.



L'égalité femmes-hommes dans les conseils locaux à Louxor (Égypte)

Les femmes égyptiennes vivant dans des zones rurales font face à d'énormes défis pour entrer dans l'arène politique. Alors qu'elles occupaient 4,7% des sièges des conseils locaux suite aux élections de 2008, la constitution actuelle de l'Égypte établit que le quart des sièges doivent être attribués aux femmes. **The National Association for the Defence of Rights and Freedoms (NADRF)** a recueilli les idées des autorités locales, des personnalités religieuses et des associations de Zeinya, Armant, Esna, Aqalta et Elmares pour encourager les femmes à se présenter aux prochaines élections locales. Plus de 30 femmes ont aussi bénéficié de formations sur la gestion des campagnes électorales.

Principaux constats :

- Les perceptions stéréotypées et les coutumes sous-estiment les capacités des femmes et les découragent de s'engager dans les affaires publiques.
- Manque de sensibilisation du grand public sur l'importance d'accepter que les femmes puissent être élues et jouer un rôle dans leur communauté.

- Le curriculum scolaire et les discours religieux transmettent une image conservatrice des femmes.
- Les conditions précaires forcent les filles à quitter l'école pour être mariées, ce qui réduit leurs chances de s'intéresser à la vie politique.
- Les médias diffusent rarement des portraits de femmes leaders et de figures du mouvement féministe.
- Le harcèlement sexuel et l'absence de mixité entre les genres entravent l'engagement des femmes dans la sphère publique.
- Les partis politiques doivent être encouragés à inclure des femmes à la tête des listes électorales.

Le projet de NADRF promeut une participation plus efficace des femmes à la gouvernance locale grâce à des rencontres avec les partis politiques, des actions de formation des médias et de sensibilisation du grand public pour faire connaître la loi électorale et les enjeux de la mise en œuvre des quotas pour les femmes.

L'entrepreneuriat féminin dans les communes d'Alger-Centre et Bouzaréah (Algérie)



En Algérie, il y a peu d'études sur l'entrepreneuriat féminin au niveau local. L'**Association des femmes en économie verte (AFEV)** a analysé le travail des institutions locales (Assemblée populaire communale, associations, Chambre de commerce et d'industrie...) dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin. À travers des questionnaires et un groupe de discussion, l'AFEV a interrogé plusieurs femmes sur les contraintes pour lancer et développer leurs entreprises ainsi que des femmes qui n'ont encore jamais créé d'entreprise pour connaître leurs attentes.

Principaux constats :

- Les femmes ne sont pas informées des opportunités dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Les principaux secteurs d'activité dans lesquels elles entreprennent sont les

services à la personne (couture, coiffure, restauration...) et la vente de produits de bien-être et de bijoux.

- La pression sociale, les stéréotypes traditionnels et les contraintes culturelles ne favorisent pas le développement de l'entrepreneuriat féminin.
- L'accès au financement et le manque de soutien familial sont des défis importants pour créer une entreprise.
- Des pratiques discriminatoires contre les femmes entrepreneures (harcèlements, violence symbolique...) ont été mentionnées.
- Les femmes ne sont pas suffisamment accompagnées ni informées sur les politiques et les mécanismes de soutien aux entrepreneur-e-s.
- Beaucoup de femmes entrepreneures ont des difficultés financières dues aux exigences de garantie et aux taux d'intérêt imposés.
- Les femmes entrepreneures ayant réussi sont peu visibles dans les médias.

Le projet mené par l'AFEV a pour but de soutenir les femmes entrepreneures de Bouzaréah par le biais d'une formation en leadership, marketing... Grâce au réseautage entre entrepreneures, le projet prévoit de consolider la rentabilité et la durabilité de leurs initiatives.

Améliorer les conditions de travail des femmes à Zarqaa (Jordanie)

L'inégalité entre les sexes dans les usines de Zarqaa présente de multiples aspects qui affectent le développement professionnel des femmes et leur engagement dans les activités économiques. Le **Jordan Forum for Business and Professional Women (JFBPW)** a visité plusieurs usines (alimentaire, vêtements, électronique et tabac) afin de recueillir les opinions des employé-e-s sur leurs conditions de travail, et les perspectives des propriétaires d'usines. Des réunions avec les syndicats ont aussi fait émerger des stratégies pour promouvoir les droits des femmes travailleuses.

Principaux constats :

- Les employé-e-s souffrent de manière égale d'insuffisants salaires et d'un environnement peu sécurisé dans leurs usines.
- Les propriétaires des usines préfèrent généralement embaucher des hommes que des femmes, surtout si ces hommes sont étrangers, car des derniers ont tendance à accepter plus d'heures de travail et des salaires moins élevés.
- Les ouvrières déplorent le manque de transport pour se rendre au usines -souvent situées loin de leurs domiciles-, ce qui menace leur sécurité et les décourage de venir travailler.
- L'intimidation et le harcèlement sexuel des femmes sont fréquents.
- L'absence de garderies contraint certaines femmes à quitter leur emploi.

- Les femmes ont de faibles compétences professionnelles et une connaissance limitée des lois et des règlements de travail.

Le JFBPW mène un projet afin de promouvoir l'égalité professionnelle et de meilleures conditions de travail dans les usines des femmes. Pour atteindre ce but, le projet a prévu des actions de plaidoyer en faveur de politiques de genre dans les usines, et des formations et ateliers sur le droit du travail, ainsi que sur le renforcement des capacités professionnelles des ouvrières.



IEMed.

Institut Européen de la Méditerranée



مؤسسة نساء الأورو-متوسط

Euro-Mediterranean Women's Foundation

Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée

L'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) fondé en 1989, mène des actions contribuant à la compréhension mutuelle, à l'échange et à la coopération entre les différents pays méditerranéens, leurs sociétés et leurs cultures, conformément aux principes du Processus de Barcelone du Partenariat euro-méditerranéen et aux objectifs de l'Union pour la Méditerranée. Il vise également à promouvoir la construction progressive d'un espace de paix et de stabilité, de prospérité partagée et de dialogue entre les cultures et les civilisations dans le bassin méditerranéen. Depuis 2014, l'IEMed est le siège de la Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée dont il assure le secrétariat.

La Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM) est une organisation indépendante sans but lucratif créée en 2014. Elle se structure comme un réseau de réseaux qui fédère différents types acteurs de l'égalité femmes-hommes de l'espace euro-méditerranéen. Les objectifs de la Fondation sont de : Faire progresser la lutte commune pour l'égalité des droits des femmes et des hommes à participer à la vie politique, économique, civile et sociale ; Éradiquer toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles ; Favoriser le changement d'attitude et de comportement pour l'égalité des sexes.

Les pôles locaux d'acteurs de l'égalité femmes-hommes© s'inscrivent dans le cadre du projet « Renforcer les capacités des acteurs de l'égalité » financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français (MEAE) dans le cadre de l'Axe 1 du projet « Femmes d'avenir en Méditerranée » du Fonds de Solidarité Prioritaire.

Le projet est porté par l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed), en partenariat avec le Centre de la femme arabe pour la recherche et la formation (CAWTAR), la Fédération des Ligues des Droits des Femmes (FLDF), le Forum Femmes Méditerranée (FFM), le Réseau Universitaire et Scientifique Euro-Méditerranéen sur le Genre et les femmes (RUSEMEG) et l'État français. Il est en synergie avec la mission de la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM) dont le rôle a été officiellement reconnu par les États de l'Union pour la Méditerranée (UpM) grâce à l'attribution de leur label.

En partenariat avec _____



Avec l'appui de _____



Labellisé par _____



Union pour la Méditerranée
Union for the Mediterranean
الإتحاد من أجل المتوسط

Chefs de file des pôles locaux d'acteurs de l'égalité femmes-hommes©



مؤسسة نساء الأورو-متوسط
مركزة من أجل المشاركة في المنطقة والنسوة والتقدم
Mouvement pour le partage de points, des relations et des valeurs



Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM)

Siège : Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)

C/ Girona, 20 - 08010 Barcelone, Espagne

www.euromedwomen.foundation